

# CCTP

## LOT 07●

# ASCENSEUR

### DCE

REORGANISATION DE L'ANNEXE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LILLE

MINISTERE DE LA JUSTICE \_ DIRSG GRAND NORD \_ DEPARTEMENT IMMOBILIER DE LILLE

STUDIO RIJSEL  
SOCOTEC SMART SOLUTIONS  
NORDTHERMIE

# CONTACTS

**MAITRISE D'OUVRAGE**  
MINISTERE DE LA JUSTICE  
DIRSG GRAND NORD  
59000 LILLE

**ARCHITECTES**  
STUDIO RIJSEL  
5 RUE CORNEILLE  
59000 LILLE

**THOMAS LECOURT**  
THOMAS@STUDIORIJSEL.COM  
T. +33 (0)6 16 61 62 41

**LÉA TIBERGHIE**  
LEA@STUDIORIJSEL.COM  
T. +33 (0)6 05 32 80 07

# LOT 00

# CLAUSES COMMUNES

## 1. GÉNÉRALITÉS

### 1.1 INTERVENANTS + DONNÉES GÉNÉRALES

#### 1.1.1 INTERVENANTS

**Maître d'ouvrage :** MINISTERE DE LA JUSTICE - DIRSG GN - 32/50 BVD CARNOT 59000 LILLE

**Architectes :** STUDIO RIJSEL - 5 RUE CORNEILLE 59000 LILLE

**Be Thermique :** NORDTHERMIE - 13 RUE BERTHELOT 59000 LILLE

**Be SSI :** SOCOTEC SMART SOLUTIONS - 85 ESPACE NEPTUNE / RUE DE LA CALYPSO 62110 HENIN-BEAUMONT

**Bureau de contrôle :** DEKRA - PARC TELMAT BAT B / 78 RUE GUSTAVE DELORY 59810 LESQUIN

Le présent lot a pour objet de présenter les prescriptions communes à tous les lots pour l'opération de REORGANISATION DE L'ANNEXE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LILLE

#### 1.1.2 LOCALISATION

L'adresse du projet est le  
33 Avenue du Peuple Belge  
59000 LILLE

Localisation du projet objet de la présente demande :

Tribunal d'instance de Lille,  
33 Avenue du Peuple Belge,  
59000 Lille



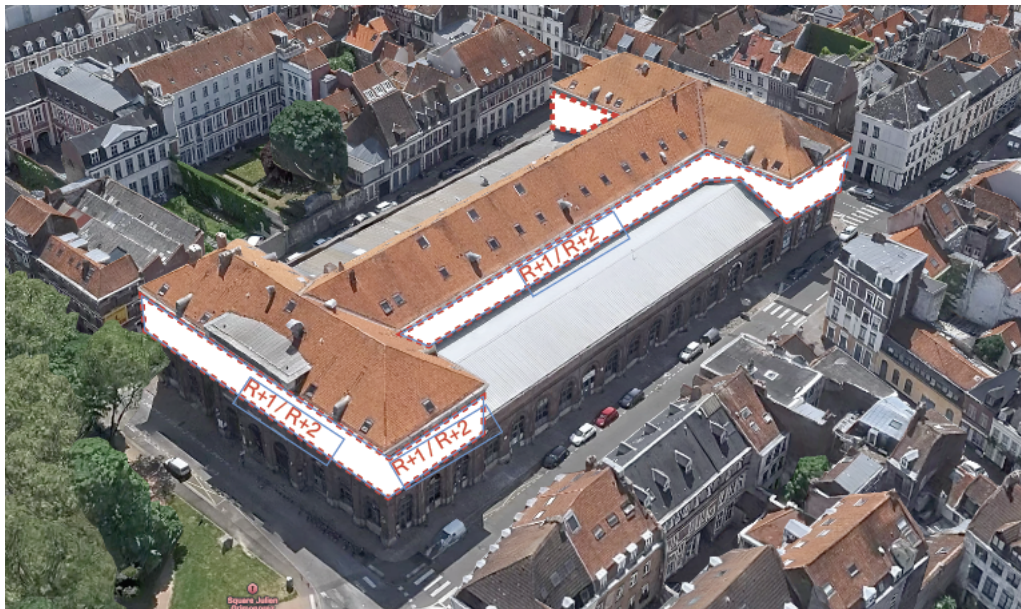
Parcelle objet de la présente demande :

HM 0132  
Surface cadastrée : 4509 m²



### 1.1.3 PHOTOGRAPHIES EXISTANT

Les travaux concernent les locaux de l'annexe du tribunal judiciaire situés au R+1 et R+2 de la Halle aux sucres représentés sur la photographie ci-dessous.



## 1.2 OBJET DU MARCHÉ

Le marché consiste au réaménagement de l'annexe du Tribunal judiciaire de Lille au sein de la Halle aux sucres qui est un ERP de 2<sup>ème</sup> catégorie classé en type W,L,X. L'annexe se déploie sur les R+1 et R+2 comme indiqué sur l'image ci-dessus.

Les travaux sur le R+1 et le R+2 se mèneront concomitamment.

Le marché étant GLOBAL et FORFAITAIRE, l'entrepreneur s'engage à livrer un ouvrage en parfait état de fonctionnement et de finition. Son prix comprend toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires pour se conformer à cet état et à la conformité avec les règles de l'art et règlements.

La présente description n'a donc pas un caractère limitatif. Par sa réponse, l'entrepreneur reconnaît avoir visité les lieux ou jugé les pièces écrites ou graphiques suffisantes pour établir son offre. Il reconnaît également avoir intégré les détails qui pourraient être absents du descriptif par omission.

L'intégralité des prestations du corps d'état figurants dans le dossier de consultation (pièces graphiques ou écrites ou autres) sont dues au titre du marché même si elles ne font pas l'objet d'une description spécifique.

L'entreprise est réputée avoir pris tous les renseignements nécessaires auprès des lots concernés non compris dans le présent marché.

L'entrepreneur a notamment inclus dans son offre et son délai d'exécution :

- Toutes les sujétions liées à la coordination entre lots ;
- Toutes les sujétions aux protections et contraintes liées au phasage en site occupé ;
- Les réservations pour les autres lots ;
- Les demandes de réservations auprès des lots concernés pour la réalisation de ses ouvrages et les rebouchages ;
- Les protections nécessaires aux autres lots ;
- Les demandes d'autorisation auprès des administrations pour son intervention ou la réception de ses ouvrages

L'entrepreneur est responsable des dégâts qu'il pourrait causer à ses ouvrages ou ceux des autres. La remise en état serait donc à sa charge et à ses frais sans délai, de même que toutes les protections utiles pour en limiter l'incidence.

## 1.3 CONTRAINTES LIEES AU SITE

Le titulaire est réputé avoir visité les lieux préalablement à l'établissement de son offre. En tout état de cause, il appartient au titulaire d'intégrer à son offre toutes sujétions nécessaires pour le parfait achèvement de l'ouvrage même si les prestations en question ne sont pas décrites sur les CCTP ou dessinées sur les plans.

En particulier, lui sont parfaitement connus :

- Le site et ses sujétions propres,
- Les contraintes relatives aux propriétés voisines,
- Les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement,
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public,
- La réalisation et l'entretien des accès au chantier,
- La protection des abords et accès lors des travaux
- Les exigences de la ville en matière de travaux de démolition et de construction,
- La charte chantier propre de la ville ainsi que les exigences en matière de réduction des nuisances (sonore, poussière, gestion des déchets etc.),
- Les attendus AT et DP,
- Le RICT du bureau de contrôle,
- Le PGC du coordinateur SPS,

## 1.4 ALLOTISSEMENT

Pour des raisons pratiques, le CCTP a été décomposé en lots distincts regroupant chacun les diverses spécialités nécessaires à la réalisation de l'ensemble des travaux. Toutefois, l'ouvrage à réaliser est global et le découpage réalisé en lots ne peut justifier des prestations manquantes entre les diverses descriptions de chacun des lots et altérer le caractère global et forfaitaire des travaux. L'ensemble des prestations à réaliser est défini à la fois par le présent CCTP, les notices techniques et par la série des plans architecte et technique.

Ces éléments se complètent et l'absence de description d'éléments dessinés ou décrits nécessaires pour l'achèvement de l'ouvrage ne les exclut pas du forfait. Dans le cas de contradictions entre les pièces (descriptifs, plans, notices) la prescription la plus contraignante sera prise en compte par les entreprises.

Les prestations sont divisées en lots conformément à la liste suivante :

- LOT 00** \_ CAHIER DES CLAUSES COMMUNES
- LOT 01** \_ DEMOLITION
- LOT 02** \_ MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE
- LOT 03** \_ PEINTURE / SOL SOUPLE
- LOT 04** \_ MOBILIER
- LOT 05** \_ CVC / PLOMBERIE
- LOT 06** \_ ELECTRICITE
- LOT 07** \_ ASCENSEUR

## 1.5 LIMITE DES PRESTATIONS

### **LOT MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE**

Fourniture des cylindres sur organigramme

Fourniture des trappes de visite et approvisionnement

Fourniture des huisseries et approvisionnement

Fourniture et pose des plinthes en bois

Détalonnage des portes

Ossature primaire de faux plafonds depuis empannage

Adaptation, reprise et finitions de cloisons et de faux-plafonds

Trappes d'accès aux matériels sur les faux-plafonds

Coffres d'habillage sur chutes, tuyauteries et conduits. Habillage des plans vasques (encoffrerent des réseaux)

Trappes d'accès gaines techniques chutes, tuyauteries et conduits

## **LOT ELECTRICITE**

Liaisons équipotentielles et mise à la terre des réseaux, équipements, appareillages

Attentes électriques à proximité des tableaux électriques et des extracteurs VMC

Attentes électriques de liaisons en courant faible

Incorporation finale des câbles, canalisations et appareillages en cloison

Calfeutrements des percements dans tous types de matériaux suite aux passages des tubes, matériels, câbles, conduits etc...

Les relations et démarches auprès des administrations

Les alimentations en attente à proximité des différentes installations de force motrice, des ventilo-convecteurs du lot chauffage, des bouches de VMC autoréglables du lot ventilation

L'alimentation et le raccordement de l'ensemble de l'éclairage extérieur depuis le tableau concerné

Les frais dus au lot gros œuvre pour la réalisation des différents percements

## **LOT CVC PLOMBERIE**

Fourniture des entrées d'air de VMC

Les réseaux et raccordements en intérieur

Incorporation finale des câbles, canalisations et appareillages en cloison

Calfeutrements des percements dans tous types de matériaux suite aux passages des tubes, matériels, câbles, conduits etc...

La fourniture avant toute exécution du bilan de puissance détaillé, du programme de câbles avec notamment quantitatif, sections et spécificité éventuelles

Les raccordements des appareils aux câbles ou aux interrupteurs de proximité laissés en attente par le lot électricité

Les équipements spécifiques tels que : les armoires électriques, les délestages, les circuits de distribution et les liaisons équipotentielles



## 2. PRESCRIPTIONS COMMUNES

### 2.1 INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation de chantier est due par le titulaire du **LOT 01 \_ MENUISERIE INTERIEURE PLATRERIE**, celle-ci est décrite dans ledit lot.

### 2.2 ORGANISATION DE CHANTIER

L'entreprise du responsable de l'installation de chantier aura à sa charge :

- Gestion du compte prorata
- Le nettoyage de la base vie
- La surveillance et la remise en état des éléments de protection du chantier (barrières , clôture héras, etc...)
- L'entrepreneur devra prendre contact avec le service de la Ville pour l'organisation et la mise en place de l'installation de chantier,
- La conception et la réalisation du panneau de chantier
- Le constat d'huissier avant travaux
- La prise de possession du site pour travaux
- Le repli des éléments d'installation de chantier en fin de travaux et remises en état nécessaires.

Les entreprises en charge des lots **09\_ÉLECTRICITÉ** et **10\_CVC PLOMBERIE** auront à leurs charges :

- Les démarches administratives auprès des concessionnaires pour les raccordements de la base vie,
- L'éclairage générale du chantier
- Les installations électriques, la distribution de l'eau et la maintenance pour assurer le bon fonctionnement du chantier,

### 2.3 PLANS D'EXÉCUTION

L'entreprise de chaque lot devra réaliser pour chaque lot :

- L'ensemble des plans d'exécution et de synthèse tout corps d'état des ouvrages ainsi que les détails d'exécution,
- Les plans techniques, remis par la maîtrise d'œuvre dans le cadre du dossier marché, sont des plans de principe. Ces derniers sont donnés à titre indicatif et ne se substituent pas aux documents à fournir par l'entreprise.

Un planning de fourniture des documents d'exécution sera remis en même temps que le planning détaillé.

Avant exécution, l'entreprise devra recueillir l'accord du bureau de contrôle et du maître d'œuvre sur tous les documents. Ces derniers disposent d'un délai de 10 jours pour apposer leur visa et l'entreprise dispose d'un délai de 10 jours pour remettre à jour ses documents pour procéder à un nouvel envoi si nécessaire. Les entreprises prendront en compte les plans des architectes remis au dossier. Ces plans prévalent sur les plans techniques en ce qui concerne les dispositions et cotations générales.

Les entreprises doivent l'ensemble des calculs des données techniques.

### 2.4 SOUS-TRAITANTS

Ils seront proposés à l'acceptation du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre dans le délai de 1 mois qui suit la délivrance de l'ordre de service de préparation des travaux. Leur intervention sur le chantier est conditionnée à l'acceptation écrite du maître d'ouvrage.

### 2.5 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER – SPS

Les protections collectives seront à la charge du lot concerné par les ouvrages réalisés (ex : protection en toiture au lot bardage couverture). L'entreprise garde sa totale responsabilité conformément aux réglementations en vigueur et devra de plus se conformer aux directives SPS et demandes diverses du P.G.C. établi par le coordonnateur de sécurité et joint au marché de travaux.

## 2.7 PROPRETÉ DU CHANTIER

Le lot titulaire de l'installation de chantier aura à sa charge la propreté générale du chantier, la mise en place des bennes nécessaires et leur enlèvement systématique, le balayage et l'évacuation systématique des gravats pour le compte de ceux à qui ils appartiennent.

Chaque entreprise reste responsable du nettoyage relatif aux ouvrages en cours d'exécution.

Le Maître d'œuvre dispose du droit d'appliquer **des pénalités de propreté chantier** de 200 €/jour si l'entreprise ciblée n'évacue et ne nettoie pas les zones pointées par le maître d'œuvre dans un délai de 2 jours.

## 2.8 CONCESSIONNAIRES

### 2.8.1 DÉMARCHES

Les démarches auprès des concessionnaires devront être anticipées, ces dernières doivent être engagées par les entreprises dès la signature de l'ordre de service de préparation, pour ce faire l'entreprise transmettra pendant la période de préparation aux concessionnaires la fiche d'information de l'opération mise à jour. Les entreprises sont tenues d'intégrer dans leur planning travaux les délais d'intervention des concessionnaires qui seront au préalable adapté à l'opération. L'entrepreneur doit le pilotage et la préparation des dossiers administratifs et techniques des travaux de branchements des concessionnaires (voirie, ENEDIS, CHAUFFAGE URBAIN, égouts, FT, COMPAGNIE DES EAUX, fibre optique et tout autre), avant tout commencement des travaux les entreprises devront obtenir les autorisations auprès des services concernés.

Les entreprises seront tenues pour responsables des retards occasionnés par la non prise en compte du déroulement de ces étapes.

### 2.8.2 DICT

En application du décret « DT-DICT », daté du 15 février 2012, les entreprises des lots concernés (électricité - plomberie cvc et VRD) devront consulter le téléservice réseaux et canalisations afin de localiser les réseaux existants sur le site et d'identifier les exploitants des réseaux concernés par le projet.

Les entreprises en charge des lots électricité - plomberie cvc et VRD sont chargées d'envoyer les DICT à chaque exploitant de réseau concerné par les travaux, le formulaire sera accompagné d'un plan d'emprises des travaux compris installation de chantier.

Les entreprises concernées devront renouveler les DICT si :

- Les travaux ne débutent pas dans les trois mois suivant la consultation du télé-service ;
- Les travaux sont interrompus pendant plus de 3 mois ;
- Des travaux sont prévus durant plus de 6 mois à proximité d'ouvrages sensibles pour la sécurité sans avoir planifié de réunions périodiques avec leurs exploitants dès le démarrage du chantier.

Les entreprises concernées sont garantes de la sécurité sur le chantier, elles devront :

- Disposer sur le terrain des réponses aux DT et DICT,
- Prendre en compte le marquage-piquetage réalisé par le responsable de projet ou, à défaut, par l'exploitant du réseau concerné,
- Comparer les informations fournis par les exploitants avec celles observables sur le terrain ; cette vérification vise à repérer au mieux les ouvrages existants, qu'ils soient enterrés ou aériens,
- Informer le maître d'ouvrage des éventuelles incohérences, inexactitudes, dans ce cas, le responsable de projet doit demander une confirmation à l'exploitant ou commander des investigations complémentaires,
- Disposer d'un personnel formé et qualifié pour intervenir à proximité des réseaux,
- Délivrer des autorisations d'intervention à proximité des réseaux aux conducteurs de travaux et d'engins et s'assurer de leurs compétences
- Informer son personnel sur la localisation des réseaux et sur les mesures de sécurité à appliquer lors du chantier,
- Maintenir en bon état le marquage-piquetage réalisé par le maître d'ouvrage ou par l'exploitant,
- Garantir l'accessibilité aux organes de sécurité des réseaux qui ont été signalés,
- Adapter ses techniques de travaux en fonction des réseaux identifiés, un guide technique comprenant des recommandations et des dispositions obligatoires sur ces techniques est disponible sur le télé-service,
- Refuser de démarrer un chantier si les conditions de sécurité ne sont pas réunies, notamment s'il n'a pas obtenu de réponses aux DICT relatives aux ouvrages sensibles pour la sécurité.



### **2.8.3 BRANCHEMENT À L'ÉGOUT**

Le branchement à l'égout doit être réalisé selon les prescriptions des Services Techniques d'Assainissement de la Ville, comme précisé en annexe au CCAP dans le descriptif des démarches auprès de ce concessionnaire.

## **2.9 CONSTAT D'HUISSIER**

### **2.9.1 ETAT DES LIEUX AVANT TRAVAUX**

Lors de la prise de possession des lieux et ce à la charge de l'entreprise en charge de l'installation de chantier (photographies et rédaction d'un rapport), il sera procédé en présence du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre et d'un représentant de l'entreprise, à un constat d'huissier sur les bâtiments existants et abords notamment pour les ouvrages conservés cités ci-dessous (permettant d'établir, à postériori, les responsabilités en cas d'accidents, d'incidents, d'effondrement ou de remise en état d'ouvrages :

- Chaussées et trottoirs,
- Ensemble du bâtiment existant (extérieur et intérieur)
- Accès à la salle
- Système de chauffage

Pour tous travaux pouvant entraîner une gêne ou une détérioration quelconque aux voisins, l'entrepreneur fera son affaire de toute remise en état qui serait nécessaire d'effectuer.

L'entrepreneur en charge de l'installation de chantier sera tenu responsable des désordres causés aux ouvrages avoisinants par l'exécution des travaux de son marché. Avant le début des travaux, il prendra toutes mesures conservatoires dans le cadre de son forfait et exécutera ses travaux en conséquence. Un référé préventif sera donc réalisé sur l'ensemble des bâtiments avoisinants à la charge de l'entreprise.

Le constat d'huissier final et contradictoire est à la charge de l'entreprise.

## 3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

### 3.1 CONFORMITÉ AUX LOIS, NORMES ET RÈGLEMENTS

Les travaux réalisés par les entreprises devront être **conformes aux prescriptions du bureau de contrôle**.

Tous les matériaux utilisés seront conformes aux normes existantes, tous les éléments non traditionnels devront avoir un avis technique en cours de validité et être mis en place conformément aux prescriptions techniques de l'avis technique.

Tous les règlements, normes, lois, arrêtés en vigueur à la date de la consultation devront être appliqués sans que cela amène de modification au prix global et forfaitaire.

Tous les ouvrages seront calculés suivant les prescriptions des documents officiels. Les calculs et les plans d'exécution seront établis par les entreprises sous leur responsabilité et à leurs frais. Ils seront soumis à l'acceptation des maîtres d'œuvre et du bureau de contrôle préalablement à l'exécution. Les modifications réglementaires demandées par ces derniers devront être faites pour réaliser des ouvrages répondant aux prescriptions imposées.

Les plans techniques remis sont indicatifs et ne doivent pas se substituer aux plans d'exécution qui seront réalisés par l'entreprise.

L'ensemble des ouvrages à réaliser au titre du présent marché devra satisfaire aux exigences et prescriptions des différents textes législatifs et réglementaires en vigueur à la date de signature du marché et notamment à celles contenues dans :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, (arrêté du 8 Septembre 2009), modifié par Arrêté du 3 mars 2014
- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation,
- Les Prescriptions Techniques Générales éditées par le C.S.T.B. constituées par les documents du R.E.E.F. avec leurs différentes mises à jour, et comprenant notamment :
- Les Normes Françaises (NF)
- Les Normes Européennes (EN)
- Les D.T.U. (règles de calculs, cahiers des clauses techniques, cahiers des clauses spéciales, compris additifs, errata et mémentos)
- Les avis techniques, cahiers techniques et publications du C.S.T.B.
- Le Règlement sanitaire départemental
- Le Code du Travail.
- La convention régionale pour le financement de l'opération

Tous les ouvrages seront édifiés conformément aux règles de la construction en vigueur et se rapportant notamment à la sécurité, à l'isolation acoustique, à l'isolation thermique, aux matériaux de construction, aux installations électriques, à l'aération, au chauffage, à la lutte contre l'incendie et à la tenue au feu des bâtiments.

### 3.2 ÉCHANTILLONS ET PROTOTYPES

Les entreprises **devront obligatoirement déposer dans le local prévu à cet effet, sur le chantier ou remettre au maître d'œuvre, les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de leur marché**, dans un délai de 20 jours à partir de la remise de la liste ou de la demande par le maître d'œuvre.

Il fournira, sur les pièces ainsi déposées, tous les renseignements qui lui seront demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, dans un délai maximum de 5 jours.

Les échantillons feront l'objet d'un inventaire détaillé comprenant les références, numéros de série ou de type, couleur, description sommaire, délais de livraison.

La liste des matériaux ou matériels sera adressée au maître d'œuvre, qui donnera ou refusera son accord en fonction du devis descriptif.

Les échantillons fournis concerneront les matériaux de parement, de revêtements de sols, d'équipement, les matériels ou quincaillerie des menuiseries, des serrureries, de la plomberie, du chauffage, les matériaux ou produits manufacturés, les fournitures spéciales, etc. Cette liste n'est pas limitative.

Au cas où il s'avérerait que des parties de la fourniture ne répondent pas aux normes ou aux exigences des pièces du marché, le lot concerné devra apporter gratuitement toutes les modifications nécessaires et rendre son installation conforme aux critères imposés.

L'entrepreneur devra présenter au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage tous les échantillons concernant son marché qui lui seront demandés. Après agrément les échantillons seront montés en panoplie (avec étiquetage) et exposés dans un local spécialement affecté à cette destination, pendant toute la durée du chantier.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée, sinon aux risques et périls de l'entrepreneur, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant ne lui aura pas été notifiée par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra également présenter au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage tous les prototypes prévus à son marché.

Aucune mise en fabrication de série ne pourra être lancée, sinon aux risques et périls de l'entrepreneur tant que l'acceptation du prototype correspondant ne lui aura pas été notifiée par le maître d'œuvre et par le maître d'ouvrage.

Les échantillons et prototypes pourront être éprouvés et éventuellement détériorés par le maître d'œuvre sans que l'entrepreneur puisse élever aucune réclamation de ce fait, ni prétendre à remboursement. Un compte rendu de chantier spécial mentionnera la liste de tous les échantillons acceptés par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Toutefois, certains d'entre eux pourront être modifiés lors de la visite de l'appartement témoin.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre pourra exiger le remplacement de tout matériel ou matériaux n'ayant pas reçu son agrément. L'entrepreneur devra tenir à la disposition du maître d'ouvrage la liste à jour des échantillons agréés.

### **3.3 PROTECTION DES OUVRAGES**

L'entrepreneur devra assurer par tout moyen à sa convenance la protection de ses matériaux, équipements et ouvrages et restera responsable de leur parfaite conservation jusqu'à la réception.

Il devra également assurer la protection des ouvrages existants si ceux-ci risquent d'être endommagés par ses travaux. Les matériaux de protection qu'il utilisera seront retirés et évacués par ses soins selon les besoins ou selon demande du maître d'œuvre et au plus tard en fin de chantier.

### **3.4 REMPLACEMENT DES OUVRAGES**

L'entrepreneur aura à sa charge jusqu'à la réception le remplacement de tout ou partie d'ouvrage détérioré ou subtilisé.

### **3.5 RÉVISION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES**

En fin de chantier l'entrepreneur devra procéder à la révision complète de ses ouvrages et procéder à tous les travaux nécessaires pour que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté.

Jusqu'à la réception et chaque fois que cela s'imposera l'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement.

Pendant la période de garantie contractuelle l'entrepreneur devra assurer l'entretien de ses ouvrages et devra, chaque fois qu'il y sera requis, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage de son lot qui serait jugée défectueuse. Seront également à sa charge tous les frais de raccords, de réfection, de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage et la réparation du préjudice éventuellement subi par le maître d'ouvrage, y compris pendant la période de garantie contractuelle.

### **3.6 ESSAIS ET VÉRIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES**

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées,
- S'ils sont effectués par un tiers,

Si les essais démontrent une insuffisance de qualité des matériaux ou d'exécution, les frais d'essais ainsi que la reconstitution de l'ouvrage seront à la charge du lot concerné sans plus-value.

## **3.7 RÉCEPTION**

### **3.7.1 PRECHAUFFAGE**

Les frais de préchauffage nécessaires à la bonne exécution des travaux et permettant la livraison dans le délai contractuel sont à la charge du lot concerné.

Dans le cas de travaux à exécuter ou des ouvrages à conserver à une température ne devant pas descendre en deçà d'un certain minimum, l'entrepreneur du lot concerné devra prendre toutes dispositions pour assurer le chauffage partiel des locaux par ses propres moyens.

Il en supportera la charge complète de l'exploitation, l'entretien et la fourniture d'énergie, etc.

Il devra toutefois en informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et obtenir l'accord de ceux-ci sur les moyens employés.

En cas d'utilisation des moyens en place (corps de chauffe définitifs, radiateurs) la garantie des appareils devra cependant partir du jour de la réception.

Il est bien entendu que si l'installation de l'immeuble est en bon état de fonctionner, le préchauffage pourra être assuré par cette installation. Le constat d'huissier au démarrage du chantier prévoit par ailleurs la vérification du bon fonctionnement et de l'état de l'installation de chauffage. Dans ce cas, son fonctionnement sera du ressort exclusif de l'entrepreneur et tous les frais en résultant : surveillance, main-d'œuvre et assurances seront portés à la charge du compte prorata.

Après la mise hors d'air des locaux, il ne sera admis aucun retard, interruption ou report des travaux ou de leur exécution pour cause de température insuffisante.

### **3.7.2 GARANTIES**

Les garanties concernant tous les matériels installés seront transmises au maître d'ouvrage (chaufferie collective, robinetterie, radiateurs, etc.). Les certificats de conformité de toutes les installations techniques devront être remis pour les OPR (Opérations Préalables à la Réception). PV de mise en service constructeur pour chaque équipement devra être remis pour les OPR.

### **3.7.3 OUVRAGES TEMOINS**

Les échantillons des produits du témoin seront présentés à la validation par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage au maximum deux mois avant la fin du gros œuvre.

L'appartement témoin et son palier seront présentés et terminés le plus tôt possible, dès que l'achèvement du gros œuvre le permettra et en tout état de cause 8 mois avant la date prévisionnelle de livraison. Les validations définitives des échantillons auront lieu à la présentation du témoin et pas avant.

### **3.7.4 OPR ET LIVRAISON**

Des chaussons seront mis à disposition pour les OPR, les pré-réceptions et la réception.

Les raccordements aux réseaux des concessionnaires et mise en services devront être faits pour la réception.

Tous les plans des installations techniques, d'évacuation et de signalétique seront posés pour les opérations de réception.

L'entrepreneur devra prévoir les ampoules électriques sur douilles

### **3.7.5 DOSSIERS D'OUVRAGES EXECUTES**

Les DOE et DIUO seront remis en 5 exemplaires papier et 5 CD-ROM au plus tard 1 mois après la réception, ces remises conditionnent le paiement du DGD.

Les DOE contiendront toutes les propositions de contrat d'entretien et toutes les garanties des constructeurs (robinetterie, équipement de chauffe, chaufferie...).

Le DOE comportera :

- Un sommaire
- Liste des pièces,
- Être présenté sous la forme indiquée par le CCAP.

Les documents doivent être présentés de la façon suivante : Constitution de dossiers séparés et indépendants, par adresses le cas échéant et par lots.

Documents graphiques : rangés dans des classeurs répertoriés, avec sommaire, pochettes plastifiées et intercalaires. Les calques reproductibles sont roulés dans un tube avec références visibles des documents insérés.

## 4. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Les travaux devront, pour toutes les entreprises, être exécutés conformément aux règles d'ordre public, administratif ou d'intérêt général publiées par décrets et DTU\* le Code Civil ou le Code Administratif

Il ne pourra notamment être admis d'omissions qui entraîneraient :

- Une non-conformité aux règlements publics,
- Un mauvais fonctionnement des installations diverses,
- Un défaut d'isolation thermique,
- Un défaut d'étanchéité quel qu'il soit,
- Un défaut d'isolation phonique,

Aucune réception ne pourra être prononcée tant que les impératifs précédents ne seront pas satisfaits.

L'entreprise ne valorisera pas pour elle-même les CEE (certificats d'économie d'énergie) pour les travaux effectués et mettra à disposition l'ensemble des éléments permettant à la commune de les valoriser en son propre nom.

# LOT 07 ● ASCENSEUR

## 1. GÉNÉRALITÉS

### 1.1 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé s'être rendu sur site afin de juger des difficultés de toutes natures propres à la réalisation des travaux qu'il doit réaliser ainsi qu'à l'évacuation des gravats.

### 1.2 CONSTAT DES LIEUX ET DES CONSTRUCTIONS ENVIRONNANTES

L'entreprise titulaire du LOT 02\_MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE, a à sa charge, par voie d'huissier, un constat écrit et photographique des ouvrages environnants et des voiries, en particulier au droit des accès chantier. Un exemplaire sera remis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

### 1.3 LIMITES DE PRESTATIONS

Sont à la charge du présent lot liste non exhaustive :

- La pose d'un monte-personne

### 1.4 PRESTATIONS IMPLICITEMENT COMPRISES

Les travaux faisant l'objet du présent marché comprennent, outre les ouvrages énumérés dans le présent descriptif :

- Les installations de chantier propre à ce lot,
- La mise en œuvre des dispositifs de sécurité préalablement à tous travaux pour assurer la sécurité des compagnons, la sécurité du voisinage et la sauvegarde des biens publics (Barrières, clôture, platelage, cloisons provisoires, étaitements, signalisation, etc..). Un plan de sécurité sera établi par la présente entreprise, présenté au coordonnateur SPS,
- Respect des règles, concernant la sécurité de l'établissement (accès et reconnaissance du personnel de chantier),
- La réalisation des travaux dans le respect du planning, à partir des plans joints au dossier de consultation, soit plans du projet et plans de l'existant,
- La protection des ouvrages existants à conserver,
- Ces travaux se feront en parfaite coordination avec les autres corps d'états, afin d'assurer les reprises immédiates permettant la fermeture et sécurisation des locaux et la sécurité du personnel,
- Le nettoyage général et régulier de l'intérieur des locaux concernés ainsi que des parties de terrains extérieurs (y compris les accès nécessaires au chantier, enlèvement des cailloux et le transport de tous les gravats à la décharge publique, en prenant en compte le tri et les précautions relatives à la nature de certains matériaux (à préciser selon diagnostic à compléter). Il est à noter que le diagnostic amiante et plomb sera fourni par le Maître d'ouvrage avec le dossier de consultation.
- La présente entreprise aura à sa charge tous les travaux d'étalement et de protection des personnes nécessités par son intervention, leur entretien et leur dépose et notamment, en voirie : balisage, protection et signalisation.

### 1.5 DIAGNOSTIC ET MODE D'ETABLISSEMENT DU FORFAIT

L'entrepreneur ne pourra demander de supplément de prix pour toutes dispositions à prendre ou nécessaires à la réalisation de ses prestations. Il est entendu que toute augmentation des dites spécifications qui serait reconnue ultérieurement comme nécessaire pour obtenir un achèvement des travaux, ne pourra donner lieu à aucun supplément de prix.

Après délivrance de l'Ordre de Service lui prescrivant l'exécution de travaux, l'entrepreneur devra participer à l'élaboration du planning en indiquant ses délais d'études, de préparation, d'exécution.

De façon générale, il est rappelé que les quantités sont établies par l'entreprise sur la base du DPGF fourni par la Maîtrise d'œuvre. L'offre établie sur cette base devient forfaitaire, et l'entreprise s'engage à réaliser tous les ouvrages relevant de sa compétence et définis par le projet (CCTP et plans), sans pouvoir porter de réclamations consécutives à la mise en œuvre de quantités supérieures et à des sujétions supplémentaires.



## 1.6 DOCUMENTS DE REFERENCE

Les documents d'ordre général ne sont pas joints matériellement au dossier. Cependant, l'entreprise reconnaît en avoir une parfaite connaissance.

L'ensemble des prestations à réaliser au titre du présent marché devra satisfaire aux exigences et aux prescriptions des différents textes législatifs et réglementaires.

L'entreprise est tenue au respect des règles précisées notamment dans ces codes.

L'ensemble de la réglementation et des normes françaises homologuées concernés par les travaux et en vigueur au moment de la proposition de l'entreprise est applicable. L'entreprise est réputée en connaître le contenu.

## 1.7 HYGIENE ET SECURITE

L'entrepreneur devra se conformer aux dispositions du plan général de coordination sécurité et protection de la santé (PGCSPS).

## 1.8 TRAVAUX A PROXIMITE DE RESEAUX

Pour tous les travaux à proximité de réseaux (aériens, enterrés, subaquatiques), l'entrepreneur devra se conformer aux textes réglementaires spécifiés dans les documents suivants :

- Code de l'environnement - articles R 554-19 à 554-38

- Arrêté du 27 décembre 2016 approuvant le Guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux, composé de 3 Fascicules :

Fascicule 1 : Dispositions générales (document succédant, avec le Fascicule 3, à la norme NF S 70-003 partie 1 de juin 2012 dont l'application obligatoire est abrogée)

Fascicule 2 : Guide technique des travaux (document succédant à la version 1 du Guide technique de juin 2012, qui est abrogée)

Fascicule 3 : Formulaires et autres documents pratiques proximité des réseaux et modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

- Arrêté du 28 juin 2012 pris en application de l'arrêté du 15 février 2012 d'application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

- Arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution

- Avis du 10 septembre 2012 relatif à l'analyse de la régularité des déclarations préalables aux travaux dans les premières semaines de la mise en application de la réforme anti-endommagement

- Arrêté du 19 février 2013 encadrant la certification des prestataires en géoréférencement et en détection des réseaux, et mettant à jour des fonctionnalités du téléservice "reseaux-et-canalisations.gouv.fr"

- Guide d'application de la réglementation

- Formulaire DT/DICT n° Cerfa formulaire 14434\*02

- Formulaire de récépissé de DT/DICT n° Cerfa formulaire 14435\*03

- Avis de travaux urgents n° Cerfa formulaire 14523\*03

- Formulaire de "Visite de chantier" de travaux à proximité de réseaux

- Notice explicative du formulaire "Visite de chantier"

- Notice DT/DICT

- Notice explicative pour la déclaration de projet de travaux (DT), la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)

- Avis du 29 juin 2012 du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie relatif à l'Analyse de la régularité des déclarations préalables aux travaux dans les premières semaines de la mise en application de la réforme anti-endommagement

- Constat contradictoire de dommage N° Cerfa formulaire : 14766\*01

- Constat contradictoire relatif à un arrêt de travaux N° Cerfa formulaire : 14767\*01

## 1.9 PRECAUTIONS PARTICULIERES CONTRE LES NUISANCES

L'entrepreneur devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions utiles contre le bruit intensif, la poussière par le choix des engins, la mise en place de protections, le choix des horaires de travail, etc. Les feux sur chantier sont formellement interdits quelle que soit la nature des matériaux.

Limitation des pollutions de proximité

- Des bacs de rétention seront mis en place pour récupérer les eaux de lavage des outils et bennes et véhicules.
- Des installations fixes de récupération des eaux de lavage des bennes et des véhicules seront mises en place.
- Après une nuit de sédimentation, chaque matin, l'eau claire sera rejetée et le dépôt extrait des cuves de décantation jeté dans la benne à gravats inertes.

Prévention de la pollution atmosphérique

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz, de quelque nature que ce soit, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Par ailleurs, tout brûlage à l'air libre est interdit.

## 1.10 RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET PRISES EN COMPTE DES CONTRAINTES LIEES AU SITE

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts et qualité environnementale mis en place lors de la phase conception. Tout chantier de déconstruction génère des nuisances sur l'environnement proche, l'enjeu d'un chantier respectueux de l'environnement est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers, et de l'environnement.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles de la déconstruction, les objectifs d'un chantier respectueux de l'environnement sont de :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers
- Satisfaire à la réglementation concernant le traitement et la gestion des déchets

### Circulations des véhicules chantier et amené - repli des engins de chantier

. Les entreprises et chauffeurs chargés des évacuations de déchets et matériaux de démolition seront tenus informés de la démarche qualité environnementale du chantier.

. Les évacuations seront planifiées sur la journée afin d'éviter les heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage.

. Les transports d'engins lourds et de grande hauteur seront planifiés à l'avance et l'entreprise devra avoir reçu l'accord écrit des services de la DDTM 59 approprié (demande d'autorisation individuelle de transport exceptionnel d'engins de chantier) et des services de la ville de Lille. Ces transports seront exécutés conformément à la réglementation en vigueur.

. Le nettoyage des voiries et trottoir du domaine public sera assurée par l'entreprise en cas de nécessité.

### Contrôle et suivi de la démarche

Le responsable chantier respectueux de l'environnement au sein de l'entreprise retenue sera désigné au démarrage du chantier. Il devra être présent dès la préparation du chantier et assurer une permanence sur le chantier, jusqu'à la réception. Il diffusera les informations auprès des riverains de la zone.

1. Il organisera l'accueil des personnels de l'entreprise et ceux des sous-traitants éventuels et notamment : L'information et la sensibilisation du personnel. Cette sensibilisation portera sur les nuisances générées par le chantier, identifiés sous la forme :

- D'émissions sonores (engins mécaniques, outils portatifs)
- D'émissions de poussières, et de salissures des voiries
- D'augmentation du trafic routier

2. Le contrôle des connaissances et la bonne compréhension du SOSED par les personnels de chantier. L'entreprise devra préciser les moyens et dispositions qu'elle prendra pour limiter ces nuisances.

## 1.11 LIMITATION DES NUISANCES CAUSEES AUX RIVERAINS (BRUIT)

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier sera de 85 dB (A).

Le contrôle des niveaux des bruits de chantier pourra être demandé à tout moment par le Maître d'œuvre ou Maître d'Ouvrage, ou CSPS. Ce contrôle sera réalisé par la mise en place de capteurs judicieusement placés autour du bâtiment, vérifiant que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

## 1.12 LIMITATION DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES ET DE BOUES

La propreté des véhicules transportant les déchets et matériaux de démolition devra être contrôlée avant leur départ du chantier. Un dispositif de nettoyage sera prévu sur site à la demande du maître d'œuvre (si nécessaire). Des arrosages réguliers du sol seront pratiqués afin d'éviter la production de poussières. Les pelles mécaniques seront équipées de lance à eau.

## 1.13 LIMITATION DES RISQUES SUR LA SANTE DU PERSONNEL

- . Un contrôle de conformité des bruits émis par les outils et engins sera effectué en début de chantier.
- . Les niveaux sonores des engins seront inférieurs ou égaux à 80 db(A) à 10 m de l'engin.

## 1.14 SECURITÉ

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions et dispositions de sécurité pour éviter les accidents et ce, avant le commencement des travaux.

Durant le chantier et jusqu'à la réception, l'entrepreneur devra prévoir la protection de ses ouvrages. Il demeure responsable de la sécurité de son personnel ainsi que des préjudices causés au tiers.

## 1.15 ETAT DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé avoir pleine et entière connaissance des lieux, de la consistance de ses travaux et des difficultés d'exécution éventuelles. Il est censé s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différents travaux.

En outre, l'entrepreneur est réputé avoir tenu compte notamment et sans que cette énumération présente un caractère limitatif :

- De la présence de personnel et de public dans le bâtiment durant les travaux
- De l'occupation et de la présence de bâtiments et d'ouvrages publics mitoyens,
- De l'occupation et de la présence des habitations alentours et des contraintes que cela entraîne,
- Des accès au site,
- De la nécessité éventuelle d'emprunter la voie publique pour transport de déblais et pour les approvisionnements,
- 

L'entreprise en charge du LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE devra faire réaliser un constat d'huissier, préalablement à la réalisation des travaux et postérieurement à ceux-ci, (constat sur toutes les voies avoisinantes et sur tous les bâtiments adjacents).

Les travaux ne pourront pas démarrer tant que les constats correspondants n'auront pas été remis au maître d'œuvre et au maître d'Ouvrage.

## 1.16 GESTION DES DECHETS

### Organisation du chantier

Un plan d'organisation de chantier définissant les différentes phases de déconstruction et délimitant les zones de tri, stockage de déchets, et précisant les modalités d'organisation de chantier devra être transmis pendant la période de préparation du chantier.

Lors de la préparation du chantier, seront définies et délimitées les différentes zones du chantier:

- Stationnements
- Cantonnements
- Aires de stationnement des engins de chantier
- Aires de tri et stockage des déchets

### Gestion et collecte sélective des déchets

La gestion des déchets fera l'objet d'un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'évacuation des Déchets de chantier (SOSED) à charge de l'entreprise mandataire.

Les prestations demandées au lot démolition comprendront la collecte, le tri, le conditionnement, la gestion de l'aire aménagée pour le stockage provisoire, le chargement, le transport vers les centres agréés y compris frais et taxes, ainsi que la gestion des documents justificatifs.

Sont considérés comme déchets tous les produits générés par le nettoyage préalable du site, par les démolitions et par les terrassements.

La gestion des déchets comprend :

- Le repérage des produits,
- La dépose et le tri des produits,
- Le stockage des déchets sur une aire aménagée à cet effet (y compris les éventuels stockages provisoires),
- Le conditionnement des déchets (lorsqu'il est imposé par la réglementation ou rendu nécessaire par la nature même des produits),
- L'évacuation des déchets,
- L'élimination des déchets en centre de traitement,

- La fourniture des documents justificatifs conformément à la réglementation ou au modèle joint au marché démolition.
- L'entreprise devra transmettre au Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, une copie des Certificats d'Acceptation Préalable délivrés par les centres de traitements.

### **Tri des déchets**

Les déchets devront être triés et être regroupés par catégories :

- Les Déchets Inertes (bétons armés, béton ordinaires, parpaing, maçonneries brique, tuiles, verres, carrelage, déchets en mélange ne contenant que des matériaux inertes, etc...).
- Les Déchets Non Dangereux : Matériaux de construction à base de gypse et de plâtre, carreaux de plâtre, matières plastiques, PVC, caoutchouc, polystyrène, textiles, moquettes, colles et mastic à l'eau (sans solvants), verre armé, faux plafond, laine de verre, laine de roche, etc...
- Les matériaux métalliques (poteaux et poutres de structures, radiateurs, tuyauteries de chauffage, etc...),
- Les déchets bitumineux (étanchéité sans goudrons),
- Les Déchets bois.
- Les Déchets Dangereux :
  - Tubes fluorescents, contacteurs contenant du mercure dans les armoires électriques, fluides frigorigènes et condensateurs sur groupes froids, extincteurs, déchets électriques et électroniques, matériaux de construction à base d'amiante, peinture, vernis, matériaux et produits contenant du goudrons, matériaux avec revêtement plombifère, déchets hydrocarbures, terres ou béton pollués, résine et autres déchets contenant des substances dangereuses, etc...
- Les Déchets verts.

### **Stockage des déchets**

Le stockage des déchets sera organisé sur l'aire réservée à cet usage. Le plan de gestion des déchets réalisé par l'entrepreneur précisera son emplacement, les équipements prévus, les protections mises en place pour assurer la sécurité des travailleurs et la protection de l'environnement.

L'organisation des travaux pourra engendrer une évolution de la gestion des déchets au cours du chantier, le plan de gestion des déchets sera alors mis à jour.

L'aire réservée au stockage comprendra les équipements suivant (à détailler dans le plan de gestion des déchets), liste non exhaustive :

- Bennes destinées aux matériaux bois,
- Bennes destinées aux Déchets Non Dangereux.

Les Déchets Dangereux seront stockés et conditionnés conformément à la réglementation. Les feux sur chantier seront interdits.

### **Évacuation des déchets**

L'évacuation des déchets devra s'effectuer vers les installations retenues (recyclage ou valorisation, centre d'enfouisse

### **Élimination des déchets**

Le plan de gestion des déchets devra préciser également les filières retenues pour le traitement des déchets. Chaque filière devra être précisément identifiée (nom et adresse de l'installation).

Le maître d'œuvre pourra effectuer des contrôles sur la destination des déchets.

### **Suivi des déchets**

L'entrepreneur devra remettre au maître d'œuvre et maître d'ouvrage les Fiches d'Identification Déchets et la copie des Certificats d'Acceptation Préalable.

Des bordereaux de suivi de déchets (BSD et BSDA) seront fournis pour l'ensemble des déchets (hors déchets inertes utilisés sur le site), modèles types prévus par la réglementation.

Un tableau récapitulatif par type de déchets sera établi avec mise à jour présentée au maître d'œuvre à chaque réunion hebdomadaire. Il sera obligatoirement joint aux situations mensuelles.

### **Déchets Dangereux**

Les Déchets Dangereux liés ou non aux constructions, seront collectés, triés et conditionnés par nature.

La prestation demandée au lot démolition comprendra :

- Fourniture des emballages
- La dépose des appareils, le conditionnement
- Le transport
- Le traitement et la valorisation

Déchets d'équipements électriques et électroniques

La prestation demandée au lot démolition comprendra :

- La récupération des composants contenus dans les appareils électriques et électroniques,
- Le conditionnement
- Le transport vers un centre de traitement pour destruction

## 2. DESCRIPTION DES TRAVAUX

### 2.1 INSTALLATION DE CHANTIER

#### 2.1.1 PREPARATIFS ADMINISTRATIFS

L'entreprise doit l'ensemble des préparatifs administratifs du chantier à réaliser pendant la période de préparation (plan d'installation de chantier, du calendrier d'exécution détaillé des travaux, la rédaction du PAQ, du PPSPS, du SODED, procédures d'acceptations des déchets, réunions de préparation, demandes d'agrément des sous-traitant, réalisation des DICT, ...liste non exhaustive).

Plans d'exécutions par un bureau d'Étude désigné par l'entreprise.

#### 2.1.2 INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation de chantier est à la charge du LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE

#### 2.1.3 CONSTAT D'HUISSIER

Un état des ouvrages, abords voisins et propriétés voisines du chantier sera établi par CONSTAT D'HUISSIER, demandé et pris en charge par l'entreprise à la charge du LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE. A réaliser AVANT et APRES travaux.

L'ensemble des locaux mitoyens jouxtant l'emprise des démolitions devra être constaté par huissiers.

#### 2.1.4 MISE EN SÉCURITÉ DU SITE

##### CLOTÛRES

La mise en sécurité du site incombe à l'entreprise en charge de l'installation de chantier soit l'attributaire du LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE. En revanche l'entreprise attributaire du LOT 01 DEMOLITION doit assurer la sécurité des personnes lors de ses interventions. A ce titre elle doit :

- \_ La fermeture du chantier lors du départ des compagnons.
- \_ Vérifier que les installations de fermetures soient bien installées ; fonctionnels et ce durant la durée de leur intervention.
- \_ Faire la demande au LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE de tout élément de compartimentage qu'elle jugera nécessaire à l'intérieur du site afin d'assurer la sécurité des personnels du site en activité durant les travaux. Le repérage et le phasage de ces éléments se fera lors de la période de préparation. Tout élément de compartimentage non demandé en période de préparation et validé par le LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE la MOE et la MOA sera du par le LOT 01 DEMOLITION.

##### BUNGALOW

L'installation de chantier est due au LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE. Toute demande particulière sera faire en période de préparation de chantier. Tout élément non demandé en période de préparation et validé par le LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE la MOE et la MOA sera du par le LOT 01 DEMOLITION.

##### SIGNALISATION TRAVAUX

L'installation de chantier est due au LOT 02 MENUISERIE INTERIEURE / PLATRERIE.

Le présent Lot doit la communication de son LOGO et de ses coordonnées durant la période de préparation.

#### 2.1.5 ETABLISSEMENT DECLARATIONS D'INTENTION

L'entreprise doit l'établissement de déclaration d'intention de commencement de travaux auprès des divers concessionnaires et services nécessaires (EDF, GDF, France Télécom, Société des Eaux, Mairie).

## **2.2 TRAVAUX**

### **2.2.1 ÉLÉVATEUR**

**Localisation : se référer aux pièces graphiques suivantes :**

- **2.2\_r+2\_2.42+2.42bis**

Le présent lot doit la fourniture et la pose d'un élévateur type Low-up de chez Orona, comprenant les caractéristiques suivantes :

- Système électrique à ciseaux
- Certifié CE
- Charge utile : 250kg – 1,5 kW
- Vitesse de déplacement 0,01 m/S
- Sans cuvette
- Rampe d'accès
- Alimentation 230V

La prestation comprend :

- Préparation du support
- Pose
- Tout sujétions relatives aux réglages